



L'avenir de l'énergie nucléaire

Daniel Boy

► **To cite this version:**

| Daniel Boy. L'avenir de l'énergie nucléaire. 2011. hal-00972910

HAL Id: hal-00972910

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-00972910>

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les enjeux

L'avenir de l'énergie nucléaire

N°6
Novembre 2011

Daniel Boy
Directeur de recherche FNSP

www.cevipof.com



SciencesPo.

CEVIPOF
CNRS

Centre de recherches politiques

N°6

Novembre 2011

Daniel Boy
Directeur de recherche FNSP

L'avenir de l'énergie nucléaire

Le problème du choix de l'énergie nucléaire est un enjeu énergétique crucial depuis plus de trente ans. Le parti des Verts a toujours fait de l'abandon du nucléaire civil l'une de ses revendications les plus centrales. Mais son principal allié et partenaire politique le Parti socialiste a eu des attitudes changeantes dans ce domaine. Les récentes négociations entre les deux partenaires ont montré l'extrême difficulté de parvenir à un véritable accord. La question de la présence de cet enjeu dans la campagne électorale demeure entière.

L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima (11 mars 2011) a profondément changé les perspectives de développement de l'énergie nucléaire civile dans le monde particulièrement, en Europe. A la suite de cet événement, plusieurs pays européens ont explicitement choisi de renoncer progressivement à l'utilisation de l'énergie nucléaire civile. Ce sont les cas de l'Allemagne où le débat était pendant depuis plusieurs années, de la Suisse et plus récemment de la Belgique. La France est à l'évidence concernée par ce problème puisqu'EDF y gère un parc de production nucléaire composé de 58 unités de production réparties sur 19 sites qui assure 87% de sa production d'électricité¹.

Un débat sur l'énergie nucléaire va-t-il se développer dans la campagne des élections à venir en 2012 ? En quoi un tel débat peut-il affecter les rapports de force entre majorité et opposition, voire entre alliés au sein de chacun des camps ? Quelles sont les attentes du public dans ce domaine ?

1/ Nucléaire : le débat impossible ?

C'est dans le contexte de la première crise de l'énergie, en avril 1974 que le Premier ministre Pierre Messmer annonce le lancement d'un vaste plan d'équipement en centrales nucléaires. Cette période est aussi celle de l'émergence sur la scène publique d'un mouvement antinucléaire confiné jusque là à une petite sphère intellectuelle. L'Association pour la protection contre les rayonnements ionisants de l'instituteur Jean Pignero est née en 1966 : Pierre Fournier a popularisé ses thèmes dans le journal Charlie Hebdo qui, dans la lignée de mai 68, trouve un auditoire dans des milieux intellectuels. Les premières manifestations anti-nucléaires importantes seront dirigées contre les centrales de Fessenheim puis du Bugey. Mais les mobilisations de terrain ne changent rien à la détermination des différents gouvernements de poursuivre le programme mis en chantier dans les années 70. Et, dans cette première période, aucun débat de fond ne s'engage dans la

¹ Source : <http://energie.edf.com/nucleaire/>

société française sur l'opportunité du recours massif à l'énergie nucléaire. En 1979, un politologue² dresse le constat d'échec de ces mobilisations : elles ont échoué à faire de l'électronucléaire un enjeu politique d'abord parce qu'elles se sont limitées à des mobilisations locales, ensuite parce que les forces politiques et syndicales n'ont pas pris le relais de la mobilisation associative, enfin parce que l'idéologie du progrès était, à cette époque, dominante.

2/ Le nucléaire dans le champ politique

Dès le milieu des années soixante-dix, une fraction importante du mouvement écologiste décide de porter son message dans le champ politique en présentant des candidats aux élections puis en adoptant la forme partisane. En 1984, le parti des Verts est officiellement fondé. Présents à toutes les élections, locales, nationales et européennes depuis cette période, les Verts placent le thème anti-nucléaire au cœur de leurs revendications. Mais le message demeure inaudible en raison même du manque de réussite de l'écologie politique, en particulier dans les élections nationales. Longtemps paralysé par une contrainte du « ni droite ni gauche » qu'ils se sont eux-mêmes imposés, les Verts ne se donnent pas les moyens de trouver un allié susceptible de les aider à accéder au pouvoir et, partant, à influencer l'action publique.

Pourtant, dans cette période, le Parti socialiste, pressé d'accéder au pouvoir dans la dynamique de l'Union de la gauche, comprend que les thèmes écologistes séduisent une clientèle électorale culturellement et socialement proche de ses propres partisans. Pour regagner cette fraction de l'électorat le Parti socialiste va périodiquement « écologiser » son discours jusqu'à proposer dans son programme un moratoire sur la construction de nouvelles centrales nucléaires³. Cette conversion n'aura qu'un temps : une fois arrivée au pouvoir, l'Union de la gauche concède aux écologistes l'arrêt du projet de centrale nucléaire de Plogoff où les autorités se sont heurtées à la résistance acharnée des populations locales, puis reprend, sans débat public ou parlementaire, le programme de construction de centrales nucléaires décidé par la majorité précédente.

Dans les années qui suivent, les Verts adoptent une nouvelle stratégie politique, celle de l'alliance avec les partis de gauche qui formeront en 1997 la « Majorité plurielle ». Cette fois, le nucléaire a bien fait l'enjeu d'une entente préalable à l'élection entre Verts et Parti socialiste : on s'est accordé sur l'arrêt du surgénérateur de Creys-Malville qui aura bien lieu, mais sera la seule concession au programme antinucléaire des Verts.

Enfin, lors des élections de 2007, où l'environnement est plus présent que de coutume, le

² Voir Philippe Garaud, « Politique électro-nucléaire et mobilisation : la tentative de construction d'un enjeu », *Revue française de science politique*, 29 (3), juin 1979, pp. 448-474. [ISSNe 1950-6686] http://www.persee.fr/articleAsPDF/rfsp_0035-2950_1979_num_29_3_418602/article_rfsp_0035-2950_1979_num_29_3_418602.pdf

³ Voir Guillaume Sainteny, « Le Parti socialiste face à l'écologisme : de l'exclusion d'un enjeu aux tentatives de subordination de l'intrus », *Revue française de science politique*, 44 (3), 1994, pp. 424-461. [ISSNe 1950-6686] http://www.persee.fr/articleAsPDF/rfsp_0035-2950_1994_num_44_3_394838/article_rfsp_0035-2950_1994_num_44_3_394838.pdf

nucléaire ne suscite encore une fois aucun débat car c'est la problématique du réchauffement climatique - auquel l'énergie nucléaire prétend être une remède - qui passe au premier plan. Comble de malheur pour les antinucléaires : la vaste mobilisation en faveur du développement durable que constitue le Grenelle de l'environnement passe sous silence le nucléaire, en raison, vraisemblablement, d'un accord passé entre la majorité et les associations de défense de l'environnement.

3/ Les attentes du public

Comme dans bien des domaines où se confrontent la présence d'un risque et la promesse d'un bénéfice, le nucléaire a toujours suscité des attitudes partagées dans le public. Dans une enquête par sondage de 1989⁴ (trois ans, donc, après l'accident de Tchernobyl), 54% des personnes interrogées se plaçaient du côté des « contre » sur une échelle de positionnement sur l'énergie nucléaire. En 1994, à la même question les résultats étaient à peu près identiques (55%). En 2001, dans une nouvelle enquête, le public était invité à choisir entre « Remplacer au fur et à mesure les anciennes centrales nucléaires par de nouvelles situées au même endroit » ou « Ne pas remplacer ces centrales et abandonner peu à peu cette énergie », la première option recueillant 39% des réponses et la seconde 53%. A la même question dans une enquête de 2007, l'opinion avait un peu évolué en faveur du nucléaire puisque 45% se prononçaient en faveur du « remplacement » contre 49% pour « l'abandon ».

Aujourd'hui, dans le contexte de l'accident majeur de Fukushima, les attitudes ont sans doute évolué dans le sens d'une plus grande méfiance, mais surtout d'une plus grande perplexité, à l'égard de l'utilisation de l'énergie nucléaire : selon un récent sondage⁵, 33% des personnes interrogées se déclarent « favorables au recours à l'énergie nucléaire » contre 17% « d'opposés » mais 40% du public se déclare « hésitant » et 10% reconnaissent « n'avoir pas vraiment d'opinion sur le sujet ».

Cette situation d'incertitude du public et l'importance de l'enjeu appellent à l'organisation d'un débat qui n'a jamais vraiment eu lieu en France. Mais l'âpreté des négociations qui se sont déroulées récemment entre le Parti socialiste et Europe Ecologie Les Verts sur l'avenir du nucléaire, montre la difficulté de construction de cet enjeu : en raison de leur extrême complexité, les controverses sociotechniques entrent difficilement dans les logiques nécessairement simplificatrices d'une campagne électorale.

Pour aller plus loin :

> BOY (Daniel), *Pourquoi avons-nous peur de la technologie ?*, Paris, Presses de Sciences Po, Académique, 2007, 198 p. [ISBN 978-2-7246-1045-1]

> BARTHE (Yannick), *Le Pouvoir d'indécision : la mise en politique des déchets nucléaires*, Paris, Economica, Études politiques, 2006, 239 p. [ISBN 978-2-7178-5139-7]

⁴ Les quatre enquêtes par sondage citées ici (1989, 1994, 2001, 2007) ont été réalisées pour le compte du ministère de la Recherche par l'institut TNS SOFRÈS auprès d'échantillons de 1 500 personnes représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, en face-à-face, selon la méthode des quotas.

⁵ Sondage IFOP pour *Sud-Ouest Dimanche Soir*, échantillon de 1 008 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus, interrogé en ligne du 8 au 10 mars 2011.